



**HAL**  
open science

# La Russie: Orient ou “ finistère ” de l’Europe? Un débat entre géopolitique et culture dans l’Italie du XXe siècle

Giorgio Petracchi

► **To cite this version:**

Giorgio Petracchi. La Russie: Orient ou “ finistère ” de l’Europe? Un débat entre géopolitique et culture dans l’Italie du XXe siècle. Matériaux pour l’histoire de notre temps, 2004, EuropeS-Russie: cultures, identités, frontières, 76, pp.13-19. 10.3406/mat.2004.1002 . halshs-03730309

**HAL Id: halshs-03730309**

**<https://shs.hal.science/halshs-03730309>**

Submitted on 24 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# La Russie : Orient ou

Giorgio PETRACCHI

## « finistère » de l'Europe ?

### Un débat entre géopolitique et culture dans l'Italie du XX<sup>e</sup> siècle

**A**u seuil du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Russie fit irruption dans le système politique européen. Elle en détermina l'équilibre nordique d'abord, continental ensuite. Malgré cela, elle demeura en dehors du système juridique européen. L'écart entre puissance militaire et système des valeurs a, depuis lors, constitué pour les Européens le cœur du problème controversé de l'identité de la Russie, déchirée entre Orient et Occident. Nombre de thématiques et de stéréotypes, développés au cours de longs débats, ont traversé toute l'Europe. Ce qui m'intéresse ici sera de présenter les lignes de forces propres à la réflexion italienne.

Les mots Orient et Asie, surtout quand ils sont employés dans un sens polémique, sont peu scientifiques, voire ambigus. Pour un Européen, l'Orient évoque, en général, quelque chose d'antithétique à l'Europe, mais cela varie selon la position géographique et l'histoire du pays où se situe l'observateur. Pour les Italiens, la barbarie (une des représentations de l'Orient) évoque également le Nord. Et les mots Nord et Est ont souvent donné l'impression de se superposer. Le problème de l'identité russe, entre Orient et Occident, fut par la suite compliqué par son caractère instrumental : naturellement, ceux qui définissaient la Russie comme « européenne » souhaitaient qu'elle soit tout près de nous, tournée vers nous, ne fût-ce que pour des motifs d'équilibre. Au contraire, ceux qui la considéraient comme « asiatique » l'auraient voulue éloignée et tournée vers d'autres directions plus lointaines. Cette ambiguïté a été aussi favorisée par l'indécision continue des Russes entre Orient et Occident. La

politique étrangère de la Russie tsariste, gravitant tantôt vers l'Asie, tantôt vers l'Europe, faisant alterner des pressions militaires sur l'Occident avec des carences de pouvoir non moins dangereuses, amena les observateurs à se demander si une telle oscillation dépendait de son destin impérial, ou s'il ne s'agissait pas d'un problème d'identité.

#### L'Orient comme despotisme

La thématique de l'Orient conflue à bien des égards avec celle du despotisme, dont elle peut paraître simplement un synonyme et, dans cette acception, le mot Orient, attribué à la Russie, dans la presse italienne, oscille, apparaît et occasionnellement disparaît. Dans l'enthousiasme pour les réformes d'Alexandre II, Pacifico Valiussi put ainsi affirmer en 1862 que « le système asiatique » était mort en Russie, et que dorénavant l'Europe ne pourrait plus haïr la Russie, dans laquelle elle voyait se refléter une partie d'elle-même<sup>1</sup>. À peine une année plus tard cependant, ce « système » réapparut. L'insurrection polonaise de 1863 imposa de nouveau la dialectique entre liberté (Europe) et despotisme (Asie). Benedetto Croce, longtemps après, affirma que la Pologne avait montré par là qu'elle appartenait à l'Europe alors que l'on ne pouvait pas dire encore autant de la Russie. Et l'adverbe « encore » est révélateur de l'acception politique du mot<sup>2</sup>.

#### La fonction historique de la Russie

Naturellement, les mots Orient et Asie couramment attribués à la Russie européenne des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, exprimaient non seulement une opposition de civilisation, mais aussi une rivalité géopolitique masquée, particulièrement exprimée par la lutte entre mer (puissance



Propagande antibolchévique, carte postale dessinée par Boccasile, 1937.

**Giorgio PETRACCHI**, professeur d'histoire des relations internationales à l'Université d'Udine (Italie). Il a notamment publié *Da San Pietroburgo a Mosca. La diplomazia italiana in Russia, 1861/1941*, Roma, Bonacci Editore, 1993 et de nombreux travaux sur les relations russo-italiennes.

1. Pacifico Valiussi, *La Russia, l'Europa e l'Italia*, Torino, Libreria scolastica di Sebastiano Franco e figli, 1862, pp. 13-15.

2. Benedetto Croce, *Storia d'Europa nel secolo decimonono*, Bari, Laterza, 10<sup>e</sup> édition 1961 (première édition, 1932), pp. 88 et 245.

Entrée des Russes  
à Sistova (Bulgarie)  
en 1877. Extrait de  
La guerra d'Oriente  
in Europa e in Asia,  
1877-78, Fratelli  
Trevani, Milano,  
1877-1878.



3. Voir mon livre, *Da San Pietroburgo a Mosca. La diplomazia italiana in Russia, 1861/1941*, Roma, Bonacci Editore (I fatti della storia. Collana diretta da Renzo De Felice), 1993, pp. 50-59.

4. Cf. B. H. Sumner, *Russia and the Balkans, 1870-1880*, Oxford, Clarendon Press, 1937, p. 72.

5. Voir Antonella Salomoni, *Il pensiero religioso e politico di Tolstoj in Italia (1886-1910)*, Firenze, Olschki, 1996 (Biblioteca della Rivista di storia e letteratura religiosa, Studi, VII).

6. *Il nemico*, Bari, Laterza, 1919, vol. 2, p. 63.

7. Voir Un Italiano (pseud. Giovanni Amadori Virgili) *Il problema dell'Asia Centrale e la politica estera italiana*, Roma, Unione Arti Grafiche, 1913, pp. 161-166.

8. Tommaso Carletti, *La Russia contemporanea. Nuovi studi*, Milano, Treves, 1894, pp. 49-52.

maritime) et terre (puissance continentale). La doctrine libérale-conservatrice italienne précisa sa vision géopolitique de la Russie au cours de la guerre russo-turque de 1877-1878, en élaborant en même temps son idée d'équilibre européen. Quand l'Armée russe subit le désastre de Plevna, l'opinion italienne fut effarée par l'idée d'une victoire turque. On craignait que les révolutionnaires russes profitent de la crise intérieure, et que la défaite de la Russie interrompe son œuvre de civilisation de l'Asie. De la même manière, la diplomatie italienne redoutait qu'une Russie battue ne puisse plus équilibrer l'hégémonie allemande en Europe. Le sentiment de turcophilie, du moins dans les proportions où il se développa en Grande-Bretagne dans la même période, ne fut pas connu en Italie. Probablement parce que les Italiens avaient directement expérimenté la menace turque, et non la russe. En tout cas, russophobe ou russophile, selon les moments, la doctrine libérale prouvait qu'elle se fondait sur des motifs d'équilibre européen<sup>3</sup>. Cependant, au cas où la Russie aurait remporté une victoire écrasante en Europe, cet équilibre serait compromis également. Le mouvement historique de la Russie, du Dniepr à la Vistule, était perçu comme une déclaration de guerre à l'Europe. Même le panslaviste Rostilav Andreevich Fadeiev était conscient que la Russie avait pénétré dans une partie de l'Europe qui ne lui appartenait pas<sup>4</sup>. Fadeiev lui-même prévoyait que la Russie devrait étendre son influence jusqu'à la mer Adriatique ou

bien se retirer au-delà du Dniepr. Le caractère arbitraire de la présence russe en Pologne était amplifié en Italie par l'émigration polonaise et par le Saint-Siège, engagé dans la défense du catholicisme en Pologne.

### **La Russie médiatrice entre Europe et Asie**

Dans une autre acception purement culturelle, l'Orient évoque quelque chose d'antithétique à l'Europe. Pour un petit pays, ayant une culture ancienne comme l'Italie, il évoque « l'informe » mais aussi quelque chose de profondément différent à l'intérieur. Il suffira de penser à deux images très différentes : celle de la Chine comme « péril jaune » et celle de l'Inde comme « terre du mysticisme ». Or, dans l'imaginaire collectif italien fin-de-siècle, la Russie rencontrait ces deux archétypes. Elle évoquait la Chine avec sa politique militaire et niveleuse, mais aussi l'Inde avec sa spiritualité contemplative, exprimée de manière éminente par la pensée de Tolstoï<sup>5</sup>.

Le problème de l'identité russe était alors posé à l'époque dans le sens de la médiation, car la Russie était considérée comme partie intégrante de l'Europe comme de l'Asie. C'est l'idée d'Alfredo Oriani, qui fait dire à l'un des personnages de son roman situé en Russie : « *Toutes les religions, les civilisations, les barbaries, tous les climats ont leur propre zone dans l'Empire russe* ». En cette qualité de médiatrice, la Russie semblait le pays le mieux placé pour diffuser la civilisation occidentale aux Asiatiques, d'une manière qui leur convenait. Dans une époque impérialiste qui rompait avec le XVIII<sup>e</sup> siècle des Lumières, l'Asie était méprisée, perçue comme synonyme d'impuissance, de décadence, de sénilité et d'infantilisme à la fois. Dans cette acception, le puissant Empire russe, en pleine ascension, était inconcevable en Asie<sup>7</sup>. C'est sous cet angle d'agent civilisateur de l'Asie que la Russie est passée dans la littérature populaire. On pense souvent au roman *Michel Strogoff* de Jules Verne. Mais c'est en Italie que l'on trouve le plus grand nombre de russophiles de ce type, même s'ils sont moins connus.

Tommaso Carletti, après avoir fait une distinction assez schématique entre l'Occident, identifié avec la clarté et la précision, et l'Orient, qui aime « *ce qui est gigantesque, énorme, illimité, vague et ondoyant* », considérait les Russes comme européens simplement en tant qu'Aryens et partisans dans la littérature et dans les sciences des mêmes orientations que les Européens. Certes, poursuivait-il, les Russes ont beaucoup de particularités, mais « *si l'on considérait les différences purement accidentelles et extérieures* », on pouvait alors affirmer que les Italiens non plus n'étaient pas européens<sup>8</sup>. Giovanna Vittori voyait le soldat russe accomplir en Asie un véritable apostolat : « *Il y montrait l'exemple de multiples aptitudes, d'une discipline,*

d'une tempérance à toute épreuve. Il était maçon, menuisier, forgeron...<sup>9</sup> » Pour les pangermanistes, l'Empire russe était une « prison des peuples » ; pour le diplomate Gobineau il était une « poussière de peuples ». L'école historique allemande en général ne reconnaissait pas à la Russie la capacité de construire un Empire universel, parce que « dans le slavisme il n'existe rien qui puisse rendre ces peuples protagonistes de l'humanité<sup>10</sup> ». Alfredo Oriani, au contraire, estimait que la Russie avait toutes les potentialités pour mener une politique universelle, en tant que civilisation encore jeune.

### **Retard et modernisation**

Le problème de l'identité de la Russie entre Occident et Orient, résolu par la formule de la médiation, fut remis en question par la guerre russo-japonaise. La dichotomie Occident-Orient réapparut dans l'opposition « modernisation » — « retard ». Les nationalistes et les intellectuels futuristes prirent le Japon comme modèle de la modernisation, la Russie comme modèle du retard. La victoire japonaise fut interprétée, sur le plan pédagogique, comme triomphe du soldat-citoyen, instruit par un régime moderne, et comme défaite des « baïonnettes analphabètes », définition par laquelle on désignait les sujets d'un régime rétrograde et autoritaire. Dans ce climat d'exaltation, des périodiques comme *Il Regno* bouleversèrent même la géographie : la Russie était considérée comme la vraie puissance asiatique, le Japon la vraie puissance européenne. Cette révolution qui s'était produite dans la géographie fut peut-être la première, mais ne devait pas être la dernière : pendant la guerre froide, le Japon revint à l'Occident, l'Union soviétique à l'Orient.

La victoire japonaise, trop écrasante, mit en état de crise beaucoup de consciences ainsi que les différentes conceptions existantes et en premier lieu, les théories des anthropologues racistes sur la supériorité présumée de la race blanche. Conservateurs et traditionalistes essayèrent d'endiguer cette nippophilie débordante. Même la presse catholique écrivit qu'il valait toujours mieux avoir affaire à un schismatique ou à un protestant plutôt qu'à un païen. Giovanni Papini, nouveau converti à l'ordre et à la tradition, riposta aux nationalistes dans le journal *Il Regno* de la manière suivante : « *La Russie doit vivre. C'est nécessaire pour nous, pour tous ceux qui ont quelque chose à perdre, pour ceux qui craignent la révolution et la démagogie, pour ceux qui aiment la culture européenne. La Russie représente le principe d'autorité, de stabilité, de l'ordre et de la hiérarchie*<sup>11</sup>. »

Le « Dimanche rouge », qui annonçait la Révolution russe de 1905, remit de nouveau au premier plan les termes d'Orient et de despotisme, que nous avons déjà vus considérés comme synonymes. Opinion publique et politique gouvernementale étaient en com-

plet désaccord. Alors que les socialistes, les démocrates et même les libéraux manifestaient sur les places publiques contre le tsarisme, le gouvernement cherchait à resserrer les liens diplomatiques avec la Russie pour rédiger le traité de commerce, qui n'avait plus été renouvelé depuis 1863.

### **1917-1919 : la défense de l'intégrité de l'Empire russe par l'Italie**

Toutes les hypothèses, les théories (et même les mythologies) en relation avec l'identité de la Russie et sa position internationale, furent remises en question par la Grande Guerre et la Révolution bolchevique. La gauche d'abord « maximaliste », puis communiste, ne regarda plus la Russie comme l'Orient, mais comme le laboratoire de l'Occident. Parmi ses adversaires, quelques-uns voulurent voir dans la révolution un regain du substrat oriental ; d'autres, dont les journalistes Virginio Gayda et Lorenzo Larco, témoins dignes de foi de la Révolution russe, la dénoncèrent comme un regain du monde paysan et du sous-prolétariat, guidés par un « *Pougachev de l'Université* », comme l'avait prévu Joseph de Maistre. La révolution reformula aussi l'avenir géopolitique de la Russie selon un dilemme drastique : l'Empire aurait-il dû être démembré ou bien préservé ? Les deux coalitions en guerre, les Empires Centraux d'une part et l'Entente d'autre part, visaient à abattre la Russie de manière permanente et décisive. L'Allemagne projetait la construction d'une Confédération pan-touranienne au détriment de la Russie. Les Anglo-français cherchaient à utiliser à leur avantage ce même processus de démembrement de l'Empire russe, initié par les congrès des nationalités slaves et exploité par l'Allemagne pour affirmer sa propre hégémonie.

En Italie aussi, les interventionnistes démocratiques auraient voulu appliquer à la Russie le programme de la « *Delenda Austria* ». Les libéraux conservateurs, au gouvernement à ce moment-là, se battirent longuement dans le pays et dans les conférences alliées pour sauvegarder l'intégrité de la Russie. Ils ne confondirent pas, comme l'avaient fait presque tous, la lutte contre le bolchevisme avec l'affaiblissement de la Russie. Le ministre de l'Extérieur Sidney Sonnino n'accepta pas l'idée de l'indépendance de l'Ukraine et lutta par tous les moyens afin que la Russie ne soit pas coupée de la mer Baltique. Et il le fit non seulement pour défendre l'équilibre européen, mais aussi pour que la Russie ne devienne pas un pays « asiatique ». Tchitcherine, premier commissaire du peuple aux Affaires étrangères soviétique, se rendit compte que le gouvernement italien, quoique idéologiquement opposé au bolchevisme, menait diplomatiquement au sein de l'Entente la même bataille que les bolcheviques pour défendre l'intégrité de la Russie. Au printemps 1919, Tchitcherine fit

9. Giovanna Vittori, *Storia della Russia*, Milano, Premiata Casa Editrice di Educazione e di Istruzione di Paolo Carraba, 1902 (Biblioteca Storica Universale per le scuole e le famiglie), p. 316.

10. Fernando Gregorovius, « Le grandi monarchie, ossia gli Imperi universali nella storia », in *Nuova Antologia*, XXVI année, troisième série, n° XXXI, fasc. I (1 gennaio 1891), pp. 20-21.

11. Cf. mon article, « Russofobia e nipponofilia: opinione pubblica e politica estera nell'età giolittiana, 1903-1909 », in Marta Petricoli (dir.), *Verso la svolta delle alleanze. La politica estera dell'Italia ai primi del Novecento*, Venezia, Istituto Veneto di Scienze Lettere ed Arti (Collana biblioteca luzzattiana, Fonti e studi, 6), 2004, p. 38.

parvenir à Sonnino un long mémorandum qui peut être considéré comme le fondement des relations italo-soviétiques<sup>12</sup>.

### ***Les représentations fascistes de la Russie***

Le fascisme, dès qu'il fut au pouvoir, ne sépara pas l'histoire de l'Europe occidentale de l'histoire de la Russie, du moins jusqu'à 1936. Mussolini eut de la question russe une approche guidée par une « *realpolitik* » sans complexes et, au lieu de l'isoler, il la considéra comme un atout en fonction de l'équilibre européen. Mussolini devait notamment jouer cette carte en septembre 1933 en signant le « Pacte d'amitié, de non agression, de neutralité » comme complément du « Pacte à Quatre » dans la politique fasciste d'endiguement de l'Allemagne nazie. Courte parenthèse, certes, mais qui ne doit pas être oubliée pour autant.

Le fascisme considérait le bolchevisme comme une manifestation du regain du nationalisme russe et, dans cette optique, le fait que la Russie poursuive son propre intérêt national au détriment d'autres peuples, à condition de ne pas dépasser la limite du Dniepr, n'était pas scandaleux. Les Carpates constituaient la limite psychologique et géopolitique de l'Italie fasciste à l'Est. Il faut ajouter que Mussolini profita des bons rapports établis avec l'Union soviétique pour consolider sa position en politique intérieure (avec la reconnaissance de l'Union soviétique) et dans les relations internationales (avec la prétention mussolinienne à la médiation entre Russie et Europe). Le rôle joué par l'URSS en termes de légitimation intérieure, et l'ancienne vocation italienne à la médiation entre Russie et Occident, se perpétuèrent même après la période fasciste, des généraux et des diplomates du Royaume du Sud (1943-1944), jusqu'aux hommes de gouvernement de l'Italie républicaine.

Cependant, le débat sur l'identité de la Russie<sup>13</sup> ne s'était pas appuyé uniquement sur l'information fasciste, mais il avait été enrichi par la dimension littéraire et historique qui lui venait des revues *Russia* d'Ettore Lo Gatto (1920-1926) et surtout *L'Europa Orientale* (1921-1943), la première revue qui ait donné, en Italie, un caractère scientifique à l'étude du monde slave et soviétique. Et c'est justement dans *L'Europa Orientale*, revue ouverte à l'émigration russe, que se développa à côté des images de la « *Russie comme Orient* » et de la « *Russie finistère de l'Occident* », la nouvelle image de la Russie comme « *rempart de l'Occident* »<sup>14</sup>.

L'idée de l'utilité de ce bouclier figurait déjà dans la presse italienne de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, voire des années 1920. Le fantôme d'une « vague jaune » prête à submerger la civilisation européenne n'avait jamais disparu complètement, même dans les années de domination totale de la race blanche sur le monde. Et même ceux qui concevaient la Russie comme une menace, aperce-

vaient souvent derrière elle une menace incomparablement plus grande. Mais l'image de la Russie changea radicalement après 1936. Les « grandes purges » staliennes renouvelèrent en Italie et dans la pensée fasciste l'archétype de la Russie comme Orient, avec la formule « stalinisme = Asie ». Du reste, avec le communisme, la Russie était effectivement poussée vers l'Asie, après avoir perdu les pays baltes et fait de la Chine, dans les années 1920, son principal terrain d'intervention dans la perspective de réaliser un bloc russo-chinois. De plus, sous les tsars, l'occidentalisation s'était également manifestée par la délocalisation vers l'Ouest de presque toutes les industries. Avec le bolchevisme, l'organisation planifiée de l'économie russe avait connu à l'inverse, pour des raisons de sécurité militaire, un réel tropisme oriental. Dans ce sens — et la propagande fasciste n'y est pour rien —, on pouvait affirmer que la Russie avait trouvé son centre de gravité à l'Est, après l'avoir en vain cherché au Nord, au Sud, à l'Ouest.

L'idéologie « impériale » fasciste ne devait donc être conditionnée par la géopolitique dans sa confrontation avec la Russie qu'après 1936. Sans l'attrait exercé par le nazisme, le fascisme aurait plus difficilement remodelé sa conception de l'équilibre européen en faveur d'un bouleversement de la fonction internationale que la diplomatie de l'Italie pré-fasciste avait affectée à la Russie. Les relations nouées avec le département des Affaires étrangères du parti nazi, l'« *Aussenpolitisches Amt* » d'Alfred Rosenberg qui projetait la dissolution des États d'Europe orientale et de l'URSS en utilisant les minorités nationales comme levier, sont ici d'une importance fondamentale. L'aversion de l'Allemagne nazie envers l'URSS était non seulement idéologique, mais aussi géopolitique. La construction de l'Empire colonial allemand se heurtait à l'Est à la Russie. Or l'Italie fasciste n'avait ni conflits d'intérêt, ni contiguïté de peuples avec l'URSS. L'aversion du fascisme pour le bolchevisme avait été surtout idéologique, voire métaphysique. Le fascisme ne céda à la tentation de manipuler l'espace russe qu'après le partage de la Pologne entre l'Union soviétique et l'Allemagne en 1939. La disparition de la Pologne déclencha le réflexe conditionné de « l'idéologie de la barrière à l'Est », enrichie par l'idée impérialiste d'éloigner la Russie de la mer Noire, et donc de la Méditerranée.

Le bureau de coordination du cabinet du ministre Ciano élabora alors le projet de créer une « *Grande Ukraine indépendante* », comme État tampon à interposer entre « *la barbarie mongolo-soviétique et la civilisation occidentale* ». *Geopolitica*, la revue des géographes qui donnaient aux projets politiques la marque de la scientificité, développa les raisons historiques justifiant la séparation entre l'Ukraine et la Russie. Ainsi, à la fin des années 1930, la propagande fasciste commença à représenter l'URSS comme une « prison de peuples », à instrumentaliser la politique des nationalités russes, et à soutenir l'activité des comités ukrainiens en Italie. Toutefois, l'idée de donner à l'Ukraine une organisation

12. Voir mon livre, *La Russia rivoluzionaria nella politica italiana. Le relazioni italo-sovietiche 1917-1925*, Pref. Renzo De Felice, Bari, Laterza (Biblioteca di cultura moderna), 1982, pp. 108-113, 265-273.

13. Voir mon article, « Roma e/o Mosca? Il fascismo di fronte allo specchio », in Vittorio Strada (dir.), *Totalitarismo e totalitarismi*, Venezia, Marsilio (Saggi), 2003, pp. 3-36.

14. Eugenio Schmourlo, « La Russia in Asia e in Europa », in *L'Europa Orientale*, 1<sup>re</sup> année, n° 3, août 1921, pp. 169-186.

15. Voir mon article, « Il fascismo, la diplomazia italiana e la "questione ucraina". La politica orientale dell'Italia e il problema dell'Ucraina (1933-1941) », in *Nuova storia contemporanea*, VIII<sup>e</sup> année, n° 3, mai-juin 2004, pp. 73-98.

16. Voir mon article, « Russofilia e russofobia: mito ed antimito dell'URSS in Italia, 1943-1948 », in Ennio Di Nolfo-Romain H. Rainero-Brunello Vigezzi (dir.), *L'Italia e la politica di potenza in Europa (1945-1950)*, Milano, Marzorati, 1988, pp. 655-675.

politico-territoriale dans le cadre d'une nouvelle Europe ne devait avoir aucune répercussion pratique sur la politique orientale allemande ou italienne, aussi bien dans les années 1939-1940 qu'après 1941<sup>15</sup>.

### **Les représentations de la Russie en Italie après la Seconde Guerre mondiale**

S'il y a eu une occasion où l'Union soviétique se fit vraiment apprécier du plus grand nombre des Italiens, ce fut probablement dans le second après-guerre. Beaucoup d'arguments jouaient en faveur de l'URSS, et notamment l'immense prestige du vainqueur du nazisme, ou la gratitude des Italiens pour une puissance qui avait la première reconnu le gouvernement italien post-fasciste et légitimé l'antifascisme militant. Le sentiment de culpabilité des Italiens pour avoir envahi l'URSS et combattu sur le front de l'Est, leur tendance à se situer du côté des vainqueurs, et surtout l'effrètement de toutes les valeurs face au mythe du communisme soviétique, jouaient également en faveur de la Russie. La victoire de l'Armée rouge représenta dans le monde une validation définitive du système soviétique. Personne ne mettait plus en question l'identité européenne de la Russie. La Russie avait désormais pénétré jusqu'au bout du continent européen, dans ce territoire qui ne lui appartenait auparavant pas.

Les communistes semblaient cependant conscients de la peur atavique des Italiens face au pouvoir incontesté de la puissance russe. Une peur encore plus aiguë maintenant que Staline, comme s'il suivait la prédiction de Fadeiev, avait étendu la suprématie de la Russie jusqu'à la mer Adriatique. C'est pourquoi, la propagande communiste entre 1944 et 1946 veilla à ne pas exagérer la puissance soviétique. Au contraire, la propagande voulut tranquilliser les Italiens en insistant sur le caractère social de la politique soviétique, sur les professions d'amitié envers l'Italie, comme si elle avait voulu neutraliser l'excès de pouvoir de l'URSS. Si d'un côté la Russie était représentée comme un paradis, de l'autre côté on soulignait que ce paradis n'était pas très différent du nôtre. En Russie aussi, la famille, la religion, la propriété privée, continuaient à exister. Pourtant, la majorité des Italiens demeuraient anti-soviétiques, et cela prouve que finalement l'amitié de la Russie les effrayait plus que son hostilité. Ce paradoxe ne s'explique pas en termes de géopolitique ou d'équilibre européen, mais uniquement en termes politiques. La crise de l'identité nationale avait amené les Italiens à se définir d'après leur appartenance politique : ceux qui voyaient l'Union soviétique toute proche de l'Italie voulaient qu'elle s'intéresse à eux non pas en raison de l'équilibre européen, mais en vue de la prise du pouvoir. Les autres craignaient sa proximité non seulement parce que l'Union soviétique était « asiatique » ou susceptible de compromettre l'équilibre européen, mais surtout parce qu'elle menaçait l'ordre juridico-social existant.



Caricatures de la révolution russe.  
Extrait de Vladimiro Zabughin, *Il gigante folle. Istantanee della rivoluzione russa, Bemporad, Firenze, 1918.*

L'opposition avait lieu en dehors de tout sentiment national et de toute considération géopolitique ; elle concernait deux appartenances correspondant à deux visions du monde : le communisme et le néo-guelfisme. Par ce mot, on entend le mouvement culturel et politique, né à l'époque du *Risorgimento*, puis s'enrichissant dans son évolution, et qui fait de l'Église la mère des nations et des civilisations. L'Église catholique, comme à l'époque des invasions lombardes, était le seul pouvoir traditionnel qui restait aux Italiens vaincus. Elle était le vrai vainqueur des élections de 1948. La culture laïque, empêtrée dans l'idéologie du mouvement antifasciste, semblait embarrassée pour définir ses rapports avec l'URSS, du moins jusqu'à l'effondrement de la « grande coalition de guerre ». Ce n'est qu'à la lumière des événements d'Europe orientale, avec le « coup de Prague » de 1948, puis dans les années 1950 et 1960, qu'elle devait récupérer le stéréotype du « despotisme asiatique » attribué à la Russie, en le développant dans la dichotomie « liberté ou communisme<sup>16</sup> ».

L'histoire des relations de l'Italie avec l'URSS a été conditionnée pendant cinquante ans par la dialectique Est-Ouest, ainsi que par des équilibres intérieurs orageux. L'Italie se trouva projetée sur le front de la guerre froide, quasiment malgré elle<sup>17</sup>. En effet, la diplomatie fut la principale responsable du choix atlantiste de 1949. La plupart des catholiques étaient contre l'atlantisme. La splendeur ambiguë de l'irénisme de Giuseppe Dossetti et de Giorgio La Pira rêvait d'une Italie neutre et médiatrice entre Amérique et Russie, entre protestantisme et orthodoxie. L'idée neutraliste séduisit des hommes importants de la démocratie chrétienne. Giovanni Gronchi, président de la République depuis 1955, imagina assumer ce rôle de médiateur dans l'atmosphère internationale inaugurée par la politique de la Détente. En 1960, il se rendit en Russie pour persuader Khrouchtchev que le meilleur moyen de garantir la paix était la création au centre de l'Europe d'une Allemagne unifiée et neutre. À Moscou, il découvrit que l'atmosphère politique n'était pas celle qu'il l'avait imaginée. Le « *Caporetto diplomatique* » auquel il dut se confronter, bouleversa tous les objectifs qui lui tenaient à cœur<sup>18</sup>. Mais la tendance à la médiation ne disparut pas pour autant. La classe politique italienne, aussi bien de centre que de gauche et de droite, s'était résolue à ajuster l'image internationale de l'Italie comme une puissance moyenne, ayant toutefois « quelque chose de spécial », ce qui lui conférait toujours le droit de proposer des médiations. Bettino Craxi, Premier ministre socialiste dans les années 1980, reprit ce rôle pendant la crise des euromissiles<sup>19</sup>. Et Silvio Berlusconi, extraordinaire dispensateur de promesses, se propose comme trait d'union entre l'Amérique et la Russie.

Dans le second après-guerre, la médiation culturelle avec l'URSS fut assumée par le Parti communiste, mais il s'agissait d'une identification presque totale des communistes italiens avec l'URSS plutôt que d'une véritable médiation. Cela s'est produit aussi à cause de la dénationalisation culturelle, c'est-à-dire de la dissolution, advenue entre 1944 et 1945, des instituts culturels créés après la Première Guerre mondiale pour étudier l'Orient européen (suppression de la revue *L'Europa Orientale*, fermeture de l'Institut du même nom et démembrement de sa bibliothèque de plus de 50 000 volumes). Cette médiation a, surtout jusqu'en 1968, constitué le principal motif de crédit politique des communistes italiens. Plus le prestige international de l'URSS était grand, comme puissance militaire et comme État, plus le Parti communiste italien pouvait résister à l'encerclement des autres partis et acquérir du crédit dans la société italienne. Vue ainsi, l'URSS devenait inattaquable par définition. Et lorsque, après 1968, l'URSS a posé quelques problèmes aux communistes italiens, les mécanismes permettant de sauver le mythe soviétique ont été inépuisables. En dernière analyse, l'important pour le Parti communiste était que l'URSS continue à exister, malgré tout ; qu'elle continue à être

une réalité politique que personne ne pouvait nier. Il n'est pas surprenant donc que l'effondrement de l'URSS ait affligé les communistes parce qu'elle signifiait la fin du communisme, beaucoup plus que par la dissolution géopolitique de l'espace russe. Manlio Brosio, ambassadeur d'Italie à Moscou dans le second après-guerre, avait raison d'affirmer que les communistes ne « servaient » pas le communisme par amour de la Russie, mais ils « servaient » la Russie par amour du communisme<sup>20</sup>.

Au contraire, pour les diplomates italiens l'effondrement de l'URSS a été la cause d'un véritable choc géopolitique. Réalisme politique et mémoire historique les ont amenés à suggérer au pouvoir politique quelques précautions à l'égard de la politique des reconnaissances accordées aux nouvelles réalités politiques issues de la dissolution soviétique. La Russie séparée des Pays baltes, des pays du Caucase, des régions slaves (Ukraine et Biélorussie) serait-elle attirée par l'Occident ou bien capturée par l'Orient ? L'idée que la « tentation de l'Orient » aurait pu entraîner la Russie, en crise d'identité, dans une conception impériale autosuffisante, a été présentée par les diplomates comme un épouvantail pour l'Europe. Car dans l'imaginaire collectif italien, la Russie ne représente pas seulement une menace constante mais aussi une protection pour l'Europe.

### ***Limes Europae***

À partir de 1992, il ne devait plus avoir d'espace en Italie pour la politique extérieure. La politique intérieure l'emporta, et les opérations « Mains propres » et « Tangentopoli » firent disparaître tout autre centre d'intérêt. La politique étrangère se ranima après 1996 (la transition de la première à la seconde République étant en quelque sorte accomplie), quand l'accélération de la construction européenne se fit plus pressante. Ce qui a compliqué la reprise de cette discussion, c'est la simultanéité de deux processus entrelacés : le débat sur le renouveau des institutions de l'Union européenne et celui sur la définition du *limes Europae* : où finit l'Europe et où commence le reste du monde ?

Depuis quelques années, deux écoles se confrontent sur le problème de l'élargissement de l'Europe. D'un côté, l'école qui se caractérise par un « europessimisme » généralisé, et dénonce les limites d'une construction fédérale freinée par l'élargissement excessif de l'Europe ; de l'autre côté, l'école qui se caractérise par un enthousiaste « *eurotrophisme* » (c'est-à-dire par un critère inclusif) et milite pour la multiplication des candidatures à l'entrée dans l'Union européenne.

À l'heure actuelle, les pays que le courant des « *eurotrophistes* » propose d'introduire dans l'Union européenne sont la Turquie, Israël et surtout la Russie. Les raisons historiques, géographiques ou diplomatiques à

17. Cf. Elena Aga Rossi-Victor Zaslavsky, *Togliatti e Stalin. Il PCI e la politica estera staliniana negli archivi di Mosca*, Bologna, Il Mulino (Biblioteca storica), 1998, 312 p. ; Silvio Pons, *L'URSS, il PCI e le origini della guerra fredda (1943-1948)*, Roma, Carocci, 1999, 240 p. ; Victor Zaslavsky, *Lo stalinismo e la sinistra italiana. Dal mito dell'URSS alla fine del comunismo, 1945-1991*, Milano, Mondador (Le Scie), 2004, 275 p.

18. Voir Bruna Bagnato, *Prove di Ostpolitik. Politica ed economia nella strategia italiana verso l'Unione Sovietica, 1958-1963*, Firenze, Olschki Editore (Fondazione Luigi Einaudi, Studi 42), 2003, pp. 161-253.

19. Voir Ennio di Nolfo (dir.), *La politica estera italiana negli anni Ottanta*, Manduria-Bari-Roma, Pietro Lacaita Editore (Società e cultura, 27), 2003, 394 p.

20. Manlio Brosio, *Diari di Mosca, 1947/1951*, Fausto Bachetti (dir.), Bologna, Il Mulino, 1986, p. 71.

l'appui de cette proposition diffèrent d'un pays à l'autre. Mais ce qui prévaut, ce sont les raisons politiques. Depuis deux ans, le Premier ministre italien, convaincu que l'entrée de la Russie compléterait l'Union européenne, ne cache pas son intention de lier la Russie à l'Europe par un « lien spécial ». Sans faire allusion à l'amitié personnelle entre les deux présidents (leurs rencontres sont très fréquentes), je vais aborder d'abord le problème politique. Le Premier ministre italien a imprimé une forte personnalisation à la politique étrangère, en réaffirmant le rôle autonome de l'Italie dans la réorganisation du système international. Ce « *protagonismo* » devient opérationnel quand il assume un rôle autonome de médiation sur le modèle d'un accord bilatéral plutôt que d'un accord multilatéral. C'est pourquoi on a fait passer l'atlantisme avant la politique européenne et l'entrée de la Russie dans les structures euro-atlantiques est pilotée en dehors de toute adéquation à la vision des autres partenaires européens, pour lesquels la Russie est fiable dans les rapports bilatéraux, mais non au niveau paneuropéen. Cette diplomatie a atteint son apogée en mai 2002, à Pratica di Mare, avec la création du Conseil Otan-Russie. Silvio Berlusconi se considère, à bon droit peut-être, comme le « passeur » de la Russie dans cette structure qui, historiquement, constituait la « police d'assurance » de l'Europe contre l'Union soviétique. Abstraction faite de l'éthique des intentions, beaucoup de commentateurs se demandent si le rapport privilégié instauré avec la Russie laisse entrevoir des aspects positifs dans une dimension paneuropéenne ou bien euro-atlantique. Et si rien n'interdit de penser que la Russie pourrait intégrer un jour l'Union européenne, cela exige une réflexion sur l'idée que nous avons de l'Europe, réflexion qui nous occupera dans les années qui viennent.

Ou bien l'identité européenne est déjà donnée par la géographie, l'histoire et la culture (en dernière analyse il s'agirait d'une élite des pays nantis) ; ou bien l'Europe est une idée de civilisation *in itinere*, qui attend encore d'être achevée.

Dans le premier cas, on ne comprend pas le motif de son élargissement actuel vers l'Est, vers des pays qui feront baisser notre niveau moyen de vie à beaucoup de points de vue. Dans le second cas, l'élargissement vers l'Est prend un caractère prévoyant, voire prophétique. Et il faut alors admettre que s'il y a un pays qui — sur le plan prophétique — doit être considéré comme appartenant à l'Europe c'est justement la Russie. Liée à l'Europe par la langue, la religion, la race et la culture, la Russie est également caractérisée par un choix explicite en faveur de l'Europe, qui date de Pierre le Grand. Ce choix a été poursuivi pendant trois siècles à l'exception de l'ère bolchevique, qui abandonna l'Europe pour l'« Eurasie ». La Russie a été un pilier du « concert européen », elle a manifesté aussi une forme de volonté et une capacité d'organisation tout à fait exceptionnelles. En déplaçant progressive-

ment vers l'Est et le Sud-Est les limites de l'Europe sédentaire, elle a forgé le plus grand des territoires, l'aire sibérienne — touranienne, au contact de laquelle elle a été influencée par l'Asie et a pris son identité bi-continentale, ce qui rend parfois ambiguë et imprévisible l'issue de sa politique.



Manifestation ouvrière pendant la guerre froide (DR).

Cette réflexion sur la conscience que l'Europe peut avoir d'elle-même n'est pas explicitée en Italie. Le débat italien procède au fil d'arguments techniques ou politiques. La dispute sur les limites implique deux conceptions différentes et antithétiques de l'Europe. L'idée d'une Europe circonscrite aux pays de culture homogène dans leur pluralisme (correspondant *grosso modo* à la *Respublica christiana* médiévale) postule un modèle constitutionnel fondé sur des institutions fortes (fortement partagées) ; la version d'une Europe comprenant des pays de culture hétérogène, projetée vers des confins incertains, postule des institutions faibles (faiblement partagées), dominée par le marché. La plupart des commentateurs italiens sont contre la dilata-tion de l'Europe. Quelques-uns y voient une Europe « américaine » ; d'autres y perçoivent l'abandon de toute perspective fédéraliste en faveur de l'instauration d'une grande aire de libre échange. Il est probable que les Russes eux-mêmes préfèrent la construction d'un espace économique commun à l'entrée dans l'Union européenne. Et à une invitation explicite à rejoindre l'Union européenne, ils pourraient répondre: *si l'Europe veut entrer en Russie, qu'elle prenne place.* **G. P.**